

dîner, elle s'efforça de le vaincre, de lui arracher une parole au moins dont elle put tirer une espérance, surtout à l'égard de Magdebourg. Napoléon de son côté, toujours respectueux, courtois, mais évasif, la désespéra par une résistance qui ressemblait à une fuite continuelle. Elle dévina la tactique de son puissant adversaire, et se plaignit vivement de ce qu'il ne voulait pas, en la quittant, laisser dans son âme un souvenir qui lui permit de joindre à l'admiration pour le grand homme, un inviolable attachement pour le vainqueur généreux. Peut-être si Napoléon, moins préoccupé du soin d'agrandir des royautés ingrates, ou de créer des royautés éphémères, s'était laissé fléchir en cette occasion, et avait concédé non seulement ce qui lui était demandé, mais ce qu'il aurait pu accorder sans nuire à ses autres projets, peut-être il se fut attaché le cœur ardent de cette reine et le cœur honnête de son époux. Mais il résista à la princesse qui le sollicitait, en lui opposant d'invincibles respects.

Embarrassé de cette lutte avec une personne à laquelle il était difficile de tenir tête, pressé de terminer son nouvel ouvrage et de rentrer dans ses états, il voulut en finir sous vingt-quatre heures.

On peut ajouter que si la reine de Prusse l'eût emporté, la France ne se serait pas fait de toute une nation une implacable ennemie dont la haine farouche ne s'est point contentée d'une première revanche, et n'est pas même encore assouvie par une seconde et plus terrible vengeance !

Jamais la sagesse de la maxime : *Debitare superbos et parcere victis*, n'a reçu une plus éclatante confirmation que dans cette circonstance (1). L'histoire se répète, a-t-on dit, et tandis que l'empereur d'Allemagne et le prince de Bismark fêtaient avec un si grand éclat l'anniversaire de la naissance de la reine Louise, ils auraient bien fait de relire, en s'en faisant à eux-mêmes l'application, la lettre qu'elle écrivait à son père en 1808. Ils pourraient en déduire les conseils qu'elle leur eût donnés elle-même si elle eût vécu jusqu'en 1870, ce qui, à la rigueur, eût été possible :

Ce serait un blasphème de dire que Dieu favorise l'empereur des Français. Il est évidemment un instrument entre les mains de la Providence ; elle s'en sert pour déraciner et détruire tout ce qui est frappé de mort dans les vieilles sociétés. Il y aura certainement une réforme. Notre croyance en un être souverainement parfait nous le garantit. Pour cette raison, je ne puis me persuader que l'empereur Napoléon soit assis d'une manière sûre et permanente sur ce trône qui brille maintenant d'un si grand éclat. La vérité et la justice seules sont solides et permanentes ; mais lui n'est qu'un politique adroit, il ne semble reconnaître aucune des lois éternelles ; il s'en rapporte seulement aux circonstances et à la convenance du moment. C'est pour cela qu'il souille son gouvernement de tant d'injustices. Il est aveuglé par sa fortune, et croit qu'il peut tout dominer. C'est ce qui fait qu'il est sans retenue, et celui qui a perdu toute retenue a aussi perdu son équilibre et doit tomber. Je crois fermement en Dieu, et par conséquent dans un ordre moral qui régit ce monde. Mais je ne puis reconnaître cet ordre dans un régime de violence. Je tiens donc pour certain que les mauvais jours que nous traversons nous conduiront à quelque chose de mieux. Il ne faut point nous laisser tromper par ceux qui ne savent que louer le présent et le grand héros de nos jours. C'est seulement l'aplanissement de la voie qui doit nous conduire à une meilleure existence. La fin peut être encore bien éloignée, peut-être que nous ne la verrons point, que nous mourrons avant d'y arriver. A la grâce de Dieu ! Tout à la volonté de Dieu ! Mais je trouve consolation, courage, force et tranquillité d'esprit dans cet espoir qui est profondément enraciné dans mon âme : tout dans ce monde n'est que transitoire. Il nous faut accomplir notre part. Faisons en sorte seulement de devenir chaque jour meilleurs !

L'infortunée princesse ne put voir la réalisation de ses justes provisions, on pourrait presque dire de sa prophétie ; elle mourut en 1810, alors que Napoléon, de plus en plus enivré de ses triomphes, se précipitait vers sa ruine ; elle n'avait par conséquent que 34 ans.

Le prince de Bismark, le Napoléon du jour, a en ce moment une très-sérieuse affaire qu'il s'est mise sur les bras de gaité de cœur, tant il est vrai que l'ambition de certains gens ne sait où s'arrêter. Il s'est mis en tête d'acheter tous les chemins de fer des différents états allemands en commençant par ceux de la Prusse. Il a pour l'aider dans cette gigantesque opération tous les actionnaires des compagnies particulières dont les actions sont considérablement tombées depuis quelque temps ; mais il a aussi contre lui ce qui reste d'indépendance et d'autonomie dans les autres états.

Dans quelques-uns d'eux, libéraux et conservateurs s'entendent pour résister à cette entreprise qui, à part de ses dangers financiers, acheverait de centraliser tout à Berlin et mettrait dans les mains du gouvernement prussien jusqu'au dernier chef de gare de la confédération.

M. de Bismark, en cela, ne fait qu'imiter le dernier ministre des finances italien, M. Minghetti qui, après avoir fait acheter par l'état les chemins de fer de l'Italie méridionale, voulait en faire autant de ceux de la haute Italie, projet qui n'a pas contribué médiocrement à la chute de son cabinet. Le nouveau cabinet a été formé par M. Depretis, le chef reconnu de l'opposition depuis la mort de Rattazzi. Son programme promet une réforme électorale, l'instruction obligatoire, des travaux sur le Tibre, le règlement de la question des chemins de fer et une politique plus anticléricale que celle de M. Minghetti, qui l'était pourtant bien assez. Les catholiques à qui le dernier gouvernement avait déjà fait tant de mal, se demandent comment le nouveau s'y prendra pour le surpasser.

Le cléricisme, tel est le grand cri avec lequel on séduit aujourd'hui les populations partout en Europe. Le ministère français, qui a tenu bon sur la question de l'amnistie, a cru devoir céder sur celle des universités pour complaire à ce sentiment. Et telle est l'illibéralité des libéraux français, dès qu'il s'agit du clergé, que les feuilles républicaines ont vu un grand danger dans la réunion dans laquelle les évêques ont protesté contre la nouvelle mesure universitaire, de même qu'ils ont fait semblant de croire l'inquisition rétablie, parce qu'un évêque et des curés se sont prononcés dans une élection contre un candidat, ecclésiastique lui-même. Le bruit qui a été fait autour de l'élection de M. de Mun n'a été cependant qu'un épisode dans une grande campagne dans laquelle la gauche s'est appliquée à décimer la droite avec une injustice et une sauvagerie, qui peuvent faire désespérer de la possibilité de jamais former les Français au régime constitutionnel. C'est un véritable 93 parlementaire, et Henry de Pène a bien raison de s'écrier dans *Paris-Journal* :

Qu'on en finisse ! A quoi bon se défendre ? A quoi bon raisonner ? Toutes les élections républicaines, quel qu'elles soient, doivent être validées ; toutes les élections de la droite seront soumises à l'enquête ou frappées d'invalidation. Il n'y a pas d'ambages au moins dans cette méthode : c'est simple comme la justice de Foucher-Tinville et tranchant comme la couperet de Sanson !

Pour en revenir au mouvement anticlérical, signalons deux propositions faites par des membres de la gauche, l'une pour la suppression de l'ambassade de France près du Saint-Siège, l'autre pour la suppression du budget des cultes. Une chose digne de remarque, c'est que M. Rouher, le chef du parti bonapartiste, s'est déclaré en principe favorable à cette dernière mesure. Tandis que M. Rouher cherche ainsi à se concilier la gauche, M. Gambetta, de son côté, tâche de se rendre moins impossible au centre droit et affecte une très-grande modération de langage. Il y a donc comme un chasses-croisés entre ces deux grandes ambitions, qui pourraient bien toutes deux travailler au profit d'une troisième, celle de M. Thiers par exemple, qui n'a pas encore renoncé à l'idée de reprendre les affaires avant de dire adieu à la scène de ce monde.

La mesure par laquelle M. Waddington propose de révoquer la concession d'un jury mixte faite aux universités catholiques, avant même que la loi n'ait reçu un commencement d'exécution, irrite à bon droit les catholiques de toutes nuances politiques. Ce n'est point qu'elle doive être en réalité bien funeste aux nouvelles institutions, si l'on en juge par les succès que les élèves des collèges religieux ont toujours obtenus pour le baccalauréat ; mais c'est qu'elle est une injustice manifeste, et accuse une aveugle hostilité chez quelques uns et une rouerie encore plus aveugle, malgré sa prétendue habileté, chez quelques autres. Plus qu'aucune autre chose, elle contribuera à diviser les forces du parti conservateur, dont une section au moins, comme nous l'avons vu plus haut, ne paraît

que trop disposée à sacrifier la question religieuse à la question sociale.

Il est aussi bien étrange, tandis que les libéraux belges demandent et obtiennent, au nom de la liberté, précisément ce qui avait été concédé aux catholiques français, de voir les libéraux de ce dernier pays se hâter de reprendre d'une main ce qui avait été donné de l'autre.

Enfin, il n'y a point jusqu'à la position particulière du nouveau ministre de l'instruction publique, M. Waddington, qui ne rende cette injustice plus odieuse. Protestant, né et élevé en Angleterre, il lui est plus dangereux qu'à tout autre de froisser la fibre nationale.

Si l'on voulait une preuve des motifs qui animent les libres-penseurs, les protestants et les juifs, tous si influents en France, on la trouverait dans cette naïvete échappée au *Times* de Londres, qui voit bien l'injustice de la mesure, mais qui sympathise tout naturellement avec ses auteurs. "Ce n'est pas, dit-il, que la loi ait introduit des restrictions et ait favorisé ostensiblement une religion plus qu'une autre ; mais on savait d'avance que les catholiques seuls seraient capables d'en profiter et de supporter les charges imposées par l'Etat sur les Universités." C'est assez dire que si les protestants étaient dans la même position que les catholiques ils réclameraient le même droit.

Du reste, le *Times* pourrait peut-être, à cette occasion, se rappeler la maxime très-anglaise : *Charity begins at home*. Il se fait, en effet, en Angleterre un mouvement assez sérieux contre les vieilles universités, et l'on demande des réformes dans la direction de ces grandes et vénérables institutions. Il y a un projet de loi soumis par lord Salisbury, et une commission de nommée en ce qui concerne l'Université d'Oxford. L'enseignement classique, l'enseignement scientifique ou professionnel, et enfin les études spéciales par les professeurs, les voyages et les missions scientifiques, toutes ces choses ont été dernièrement le sujet d'assez vives discussions dans la presse, discussions auxquelles a pris part l'hon. M. Brodrick, que nous avons eu le plaisir de voir il y quelques années en Canada, où il était venu, à ses propres frais, étudier notre système d'instruction publique. La question religieuse se discute aussi là comme ailleurs. "Lorsque l'évêque d'Oxford, dit le *Pall Mall Budget*, se plaint que des professeurs ne sont point chrétiens, il ne fait qu'exposer une vérité, et comme les parents ont quelque chose à voir en un pareil état de choses, il est certain qu'il y a lieu de s'en occuper. On avait cru remédier au mal en exigeant qu'un certain nombre de professeurs fussent des ministres de la religion." Dans sa feuille précédente, le même journal disait :

Le fait qu'un certain nombre d'hommes possédant une réputation européenne font partie du personnel enseignant à Oxford ou à Cambridge n'empêche pas que partout en Europe on ne reproche à ces institutions si riches et si puissantes de produire très-peu de travaux originaux qui puissent être de quelque utilité aux hommes de science. Si l'on demande aux compatriotes de Newton d'indiquer où sont ses successeurs dans les sciences d'induction et d'observation, ils n'ont guère que Darwin à nommer ; si l'on demande quel historien vivant succède à Gibbon, on ne peut nommer que Grote. Mais Darwin est redevable de peu à l'université qu'il a fréquentée, et Grote n'a été ni à Oxford ni à Cambridge. Il est vrai qu'il y a des professeurs de ces institutions qui mériteraient d'être plus connus à l'étranger, d'autres qui commencent à l'être, d'autres enfin, qui le seront certainement plus tard ; mais il est évident que l'on trouve qu'Oxford et Cambridge, avec beaucoup plus de richesses et de ce loisir que donne la richesse que Berlin, Munich, Paris, et même Göttingue, Bonn et Iéna, produisent beaucoup moins de ce qui importe à l'humanité. Ceci serait de peu d'importance si cette impression était entièrement erronée, mais elle est en réalité plus près de la vérité qu'il n'est agréable ou honorable d'avoir à en convenir.

Ce sont là des aveux qui portent à réfléchir et qui, au fond, ont plus d'importance que cette fameuse question du titre royal qui a tant causé de discussions dans les deux chambres. Elle est enfin réglée ; mais elle laisse derrière elle un certain malaise qui prouve combien les Anglais sont chatouilleux à l'endroit de leurs droits constitutionnels et de tout ce qui touche à leur existence politique. Le *Tablet* fait à ce sujet des remarques assez piquantes :

Il est très-amusant de voir comme certains gens sont venus à bout de se persuader que le titre de reine sera absorbé ou ne sait trop comment par celui d'impératrice. Seulement, il ne leur est pas très-aisé de dire par qui ce changement sera opéré. La reine très-certainement ne le fera pas elle-même, ses ministres ne le lui conseilleront point ; le parlement ne le vaudra point non plus. Alors ce serait l'usage—c'est-à-dire l'habitude prise par le public lui-même qui substituerait un titre à l'autre. Cependant, on ne cesse de nous crier que l'opinion publique a ce changement en horreur ; d'où il faut conclure que ce bon public est terriblement effrayé... de lui-même !

Il est probable que l'ordre de lancer la proclamation des nouveaux titres sera daté d'un pays étranger ; nouveau grief ! et l'on se demande si John Bull, étant si susceptible, sa royale maîtresse—il ne veut pas qu'on dise impériale—n'est pas non plus un peu imprudente de lui déplaire pour si peu de chose ? La reine voyage en Allemagne sous le nom de comtesse de Rosenau, emprunté à un petit château que le prince Albert affectionnait beaucoup ; en même temps, tous les autres membres de la famille royale, à l'exception des enfants du prince de Galles et du duc de Cambridge, sont absents, les uns d'un côté, les autres de l'autre ; de sorte que si le susdit John Bull va s'informer de Sa Majesté et de son auguste famille, la réponse sera : *Not at home*. P. C.

Québec, 28 avril 1876.

NOS GRAVURES

L'Exposition universelle de Philadelphie.—Nous ajoutons aujourd'hui deux gravures à celles que nous avons déjà publiées à propos du Centenaire américain. Nous pensons, dans le cours de l'été, en donner plusieurs qui auront un intérêt spécial pour le Canada, illustrant plus particulièrement l'exposition canadienne. Les membres de la commission anglaise sont certes bien logés, mais les commissaires canadiens le sont également, et peut-être mieux. Nous ferons voir un dessin de leur hôtel prochainement. G. E. D.

Scènes dans les bassins du canal Lachine.—Le temps que le gouvernement peut mettre à la disposition des propriétaires de vaisseaux pour les radoub dans le canal est nécessairement limité. C'est celui qui suit la fonte des glaces et qui précède l'ouverture de la navigation. Aussi, pendant cette courte saison, tandis que les escluses sont fermées, que l'eau du canal, s'échappant par des ouvertures latérales, se précipite dans le fleuve et laisse à sec les grands bassins, une activité fiévreuse s'empare des calfats, des peintres, menuisiers et le reste, et le fond du canal devient peuplé comme une vaste usine. A voir l'énergie avec laquelle les ouvriers se ruent sur les coques des vapeurs, goëlettes, barges et bateaux de toute sorte, et les coups redoublés qu'ils leur portent, on dirait que ces hommes sont là pour détruire. Mais, au contraire, toute cette furie n'a pour but que d'étancher les voies d'eau, de réparer les avaries, de décorer l'extérieur et l'intérieur des navires, avant que l'eau ne recouvre pour toute une saison leurs carènes rebondies. Déjà, à l'heure où nous écrivons, le Saint-Laurent roule de son surplus dans ce lit façonné de main d'homme, et le commerce recouvre de son tumulte et de ses mille bruits les eaux paisibles du canal. G. E. D.

Nouveau métal blanc.—On lit dans l'*Iron* du 12 décembre :

"Un nouveau métal blanc vient d'être inventé par M. Delatol. Ce métal, coûtant moins cher que tous les autres alliages analogues qui existent déjà, serait appelé à les remplacer. Voici la composition de ce métal : cuivre rouge pur, 80 parties ; oxyde de manganèse, 2 parties ; zinc, 16 parties ; phosphate de chaux, 1 partie. Le mélange est effectué comme suit : On ajoute, par très-petites quantités à la fois, l'oxyde de manganèse au cuivre fondu ; on fait de même du phosphate de chaux quand l'oxyde de manganèse est dissous. Au bout d'une demi-heure, on enlève les scories qui flottent sur le bain et l'on ajoute le zinc ; dix minutes après, on coule le métal. Cela donne un beau métal blanc et dur, égal en résistance et en tenacité au métal à canon. Dans le but d'accélérer la fusion de l'oxyde de manganèse, on peut ajouter un fondant composé d'une partie de fluorure de calcium, d'une partie de borate de soude et d'une partie de charbon de bois."

(1) Cette généreuse pensée de Virgile est traduite dans la devise d'une de nos familles canadiennes, les Sallaberry : "Force à superbe, merci à faible."